

Conférence de presse

Nouvelles menaces sur le « gourbi » de Berre

Alors que l'on s'apprête à célébrer la fin des premiers travaux conférant un minimum de décence à l'habitat précaire du « Gourbi » de Berre – ce lieu de vie de travailleurs agricoles étrangers exclus du droit au logement – les contrôles de police et de gendarmerie y sont devenus très fréquents ; le harcèlement des occupants pourrait bien être le prélude à leur expulsion.

On se souvient que la dernière tentative de solution « bulldozer » avait été suspendue suite à la conférence de presse du CODETRAS du 27 juin 2003, bien relayée par les médias locaux et nationaux.

Après deux années de fausses concertations entre des partenaires institutionnels peu motivés, la tentation d'évacuer le problème par l'expulsion des habitants semble une nouvelle fois à l'ordre du jour.

L'incapacité des institutions locales à fournir des logements décents aux travailleurs agricoles étrangers est d'autant plus scandaleuse que, de l'avis unanime, le travail de cette population est le facteur clé du maintien d'une agriculture compétitive dans le département des Bouches-du-Rhône.

Au moment où le « Monde Diplomatique » révèle un rapport officiel, tenu secret depuis novembre 2001, qui décrit la collusion entre l'Etat et le lobby des exploitants agricoles pour maintenir les saisonniers immigrés dans la plus grande soumission, on peut s'interroger sur la vraie nature des obstacles aux diverses solutions préconisées par les associations et les syndicats.

Tout un arsenal de lois, règlements et dispositifs spécialisés est disponible pour améliorer sensiblement les conditions d'hébergement. Plus généralement, certains articles du code du travail et du code de l'entrée et du séjour des étrangers permettraient de libérer les saisonniers étrangers sous contrat « OMI » du véritable ghetto dans lequel les interprétations abusives des mêmes textes les enferment.

Tout est affaire de volonté politique...et d'un minimum d'humanité.

Pour présenter ses propositions et l'état des lieux des combats juridiques en cours, le CODETRAS vous invite à une conférence de presse

le samedi 4 juin 2005, à 18 heures

sur le site du « Gourbi »

(plan d'accès au verso)